

Cyberintimidation chez les adultes, mieux la documenter pour mieux y résister

Table Ronde du 25 janvier 2024

L'autonomisation des femmes à l'égard des cyberviolences

Plusieurs participantes ont affirmé ne pas disposer de stratégies de résistance efficaces pour contrer les diverses formes de rhétorique antiféministe dans les espaces en ligne. Leurs réactions sont souvent spontanées et certaines ont même estimé que leurs stratégies ne s'avéraient pas être les plus saines. Des participantes ont souligné le besoin d'une résistance collective à l'égard des cyberviolences; en somme, que d'autres personnes viennent répondre aux « messages haineux » à leur place. Réagir et riposter pour les autres constituent, certes, une forme de solidarité collective, mais ces réponses ou commentaires peuvent être effacés : « Je suis de celles qui va (sic) parler pour les autres pour les défendre, je vois souvent mes commentaires effacés ». Qui plus est, défendre les autres n'est pas toujours facile : « J'ai voulu répondre mais ça a escaladé, j'en suis traumatisée ». Par ailleurs, au sein des groupes de femmes, les messages qui réagissent aux cyberviolences peuvent avoir deux objectifs. D'un côté, il peut être question de partager des informations pour montrer que les messages sont effectivement considérés comme des formes de cyberviolences; de l'autre, il peut s'agir de publier un message dans l'attente de débats en ligne pour défendre ses positions féministes. Nous constatons donc que l'approche collective des stratégies de résistance est complexe et traduit plusieurs défis des espaces en ligne, particulièrement sur les réseaux sociaux. Une participante partage que « c'est comme un rêve de se rassembler pour mieux répondre [aux cyberviolences] ».

D'autres participantes ont réagi à la banalisation des cyberviolences chez les adultes. Les saines habitudes en ligne concernent autant les plus jeunes que les moins jeunes, pourtant, l'éducation se fait principalement auprès des premiers. Il devrait au

contraire y avoir une forme de continuité dans la sensibilisation aux cyberviolences, chez toutes les générations. Qui plus est, si la banalisation constitue un enjeu important chez les groupes de femmes, il demeure important de ne jamais blâmer la victime. L'expérience vécue lui est propre, donc nous ne pouvons pas porter de jugement, sans quoi nous risquerions de contribuer à cette banalisation.

Puisque cette discussion concernait l'autonomisation, plusieurs participantes ont souhaité que la prise de parole des femmes pour dénoncer les formes de cyberviolences s'étende en dehors des réseaux féministes, pour qu'il y ait un impact sur la population générale. Cette prise de parole ne se présenterait pas comme un projet politique, mais plutôt comme un travail de sensibilisation.

Notons également que décrire les violences en ligne n'est pas inné : « La boîte à outils du CDÉACF me donne des mots pour mettre sur des maux, j'ai appris des choses qui vont me permettre de relayer l'information pour renverser la vapeur ». De même, les groupes en alphabétisation ont souligné que certaines personnes vont vivre de la cyberintimidation sans comprendre de quoi il s'agit. La boîte à outils du CDÉACF serait donc un bon point de départ pour mieux comprendre les termes. Les fiches typologiques que l'on y retrouve ne sont toutefois qu'une première ébauche de lexique des termes existants documentés auprès des groupes qui participent au projet. Les cyberviolences évoluent rapidement et de nouveaux termes émergent au fil du temps – le « swatting », par exemple, est parfois utilisé dans les espaces en ligne. Le défi serait dès lors de mettre des mots et de comprendre ce que l'on vit.

Chez les groupes de femmes qui travaillent avec les maisons d'hébergement en violence familiale, les outils utiles concernent surtout les stratégies en cybersécurité (l'usage du téléphone cellulaire, les paramètres de sécurité, la géolocalisation, etc.). Les femmes victimes en ressortent avec des stratégies individuelles pour ensuite les ramener aux discussions de groupes.

Ce que nous retirons de ces échanges dynamiques, c'est que l'autonomisation des groupes de femmes n'est pas un travail d'éducation et de sensibilisation exclusif aux dits

groupes. Que ce soient à travers des stratégies individuelles renforcées et bonifiées par des actions collectives à plus grande échelle sur les espaces en ligne, les groupes de femmes ressentent ce besoin de partager les moyens de résistance à leur disposition – et ce dans un espace sécuritaire pour pouvoir discuter des expériences vécues sans préjudice.

Adaptation des stratégies dans les réseaux professionnels

Ce bloc de discussion a surtout porté sur les stratégies adoptées dans les organismes où « ne pas répondre ou ignorer les messages haineux envers les groupes féministes » ne constitue pas la meilleure tactique lorsque les organismes ont la responsabilité politique de réagir.

Le degré de haine ou de violence est variable dans plusieurs contextes : « il y a beaucoup de messages qui sont à la limite du désagréable sans être violents ». Ce constat démontre que l'évaluation du message est subjective. Pour certains organismes, l'usage de ChatGPT apparaît pertinent, au sens où cet outil retire une part de charge mentale aux travailleuses derrière les comptes professionnels sur les réseaux sociaux. Or, l'usage de l'intelligence artificielle n'offre pas nécessairement des espaces de réflexion pour approfondir la sensibilisation en ligne. Il nous faut donc repenser les fonctionnalités et les paramètres numériques dans les activités des organismes qui reposent sur un bassin de militant·es ayant peur du « backlash ».

Ainsi, force est de constater qu'il n'est pas toujours facile de « ne pas répondre ou de bloquer ». Bien des participantes à la table ronde se sont demandé si les réponses aux cyberviolences devraient se faire sur les plateformes en ligne : « Il ne faut pas penser que les plateformes vont nous protéger. Avec la vague de ce qui se passe en Palestine, on voit beaucoup de personnes qui se font censurer. »

Plusieurs participantes en charge des communications de leur organisme ont également mis l'accent sur le fait de dissocier comptes professionnels et comptes personnels. Car, les nombreuses notifications sur les plateformes en ligne peuvent avoir un

impact sur la santé mentale. Une participante a proposé la fonctionnalité de mettre « les commentaires sur pause pour pouvoir les retrouver plus tard ». Cette proposition, bien qu'elle ne soit pas adaptée à toutes et tous, permet à certaines de prendre un peu de recul pour réfléchir à une réponse claire et pertinente aux messages désagréables ou haineux.

De fil en aiguilles, plusieurs groupes ont appris qu'au-delà des messages désagréables ou haineux, il y a également la présence de « trolls », c'est-à-dire de comptes dédiés à la provocation en ligne. En réponse à ces derniers, il est important de développer une empathie autant envers les agresseurs qu'envers les victimes, sans pour autant banaliser les cyberviolences. En d'autres termes, il s'agit de contextualiser les messages pour comprendre que les agresseurs sont des êtres humains qui portent parfois un voile d'ignorance. D'autres participantes ont discuté de la possibilité « d'entraîner les plateformes à faire le tri des mots-clés et bannir certains mots selon les régions ». Un groupe français a par exemple créé une intelligence artificielle qui peut être connectée aux plateformes pour effectuer ce travail de tri.

Dans les réseaux professionnels, les discussions gravitent également autour de l'apprentissage du langage inclusif. Les personnes trans et non-binaires sont souvent attaquées sur les plateformes en ligne. Il serait dès lors de la responsabilité de tous les groupes d'adopter une nétiquette inclusive, qui pourrait contrecarrer le lectorat anti-trans. Toutefois, les groupes ne se sont pas encore approprié cette pratique : certains expriment la charge de travail pour créer une nétiquette, mais aussi le besoin de ressources financières et humaines pour assurer sa mise en pratique et sa pérennité.

La présence de femmes au sein des réseaux masculinistes constitue un autre enjeu auprès des groupes féministes. Certaines participantes se sont interrogées sur la manière de gérer cette situation : « elles occupent des espaces en ligne et on ne sait pas quoi faire avec elles ». De plus, certains mouvements de l'extrême droite sont prompts à utiliser les outils numériques pour coordonner les attaques en ligne. Cette discussion, qui va au-delà des stratégies adaptées en contexte professionnel, pousse à réfléchir davantage sur les violences en ligne facilitées par la technologie. Les violences ont toujours existé, mais les

cyberviolences ont des impacts négatifs concrets sur la vie des personnes. Les conséquences se font sentir autant sur le plan psychologique que physique, et sont accompagnées d'un contrôle coercitif, bien documenté, exercé par les hommes sur leurs partenaires.

Les formes de cyberviolences ont, en outre, un impact sur les savoirs féministes. Certaines participantes ont ainsi parlé d'injustice épistémique : « on n'attaque pas seulement les expériences vécues, mais aussi nos savoirs ». Cela nous pousse à réfléchir aux impacts que ces cyberviolences pourraient avoir sur la « réputation » ou la « crédibilité » des organismes : « pour les femmes en marge qui veulent nous trouver en ligne et qui ne peuvent plus nous trouver, c'est comme si nous avons abandonné notre clientèle ».

Plusieurs participantes sont convaincues que ce sont majoritairement des hommes cisgenres blancs qui développent les applications et génèrent les algorithmes. C'est pourquoi il est essentiel de réfléchir aux biais des programmeurs et des développeurs et à la nécessité de les sensibiliser et de les former. Des participantes ont alors proposé la mise en place d'un cours d'éthique en informatique pour effectuer le travail préliminaire afin de mettre en lumière les comportements agressifs.

Un travail collectif de soutien pour les victimes de cyberviolences

- Colliger les données et les menaces les plus importantes que les groupes féministes reçoivent pour trouver des façons de réagir qui fonctionnent collectivement
- Se doter d'une base de données pour effectuer du lobbying dans les instances décisionnelles
- Créer des espaces sécuritaires de discussions par et pour les groupes afin de rassembler les expertises
- Connaître les plateformes de signalement pour les adultes (Cyberaide pour les personnes mineures, mais quelle plateforme pour les adultes?)
- Connaître davantage le concept de « citoyenneté numérique »

- Partager la plateforme <https://stopncii.org/>
- Miser sur l'importance de dénoncer et lutter contre la banalisation des cyberviolences
- Faire des liens entre différentes études statistiques
- Consulter <https://cyberintimidation.info/> et y contribuer
- Réfléchir aux formes que peuvent prendre les campagnes de signalement
- Avoir un groupe de soutien, comme une communauté de pratique par exemple
- Sisters of Sorrow (bande-dessinée)
- Coordonner et organiser des campagnes de contre-attaque
- Créer des gabarits de réponse pour réduire la charge mentale
- Faire du « Naming and Shaming »
- Investir dans les programmes de prévention, idéalement à un jeune âge, puisque les jeunes influencent aussi les adultes